

Le Luxembourg stagne au 22^e rang mondial des économies les plus compétitives

En 2013, le World Economic Forum (WEF), dans son «Global Competitiveness Report 2013-2014», classe le

Luxembourg au 22^e rang mondial des économies les plus compétitives parmi 148 pays (144 en 2012). Ce classement, dont l'enquête auprès des entrepreneurs est effectuée par la Chambre de Commerce pour le volet luxembourgeois, est le même qu'à la période précédente.⁽¹⁾ Le

Luxembourg ne parvient donc toujours pas à rétablir son meilleur positionnement historique de 2010 (20^e rang), devancé notamment par 10 pays européens dont 8 pays de l'Union européenne, risquant ainsi de perdre son statut de pays de prédilection aux yeux des investisseurs étrangers.

Les grandes tendances de l'édition 2012-2013 se confirment: le Grand-Duché continue à perdre de l'élan pour certains de ses atouts traditionnels. Citons à titre d'illustration:

- la chute de l'indicateur d'équilibre budgétaire de 24 places (57^e rang);
- la perte de deux places pour l'indicateur de confiance dans ses politiques (11^e rang);
- et le recul de 3 places dans le pilier de l'environnement macroéconomique (15^e rang).

L'efficacité du marché du travail reste marquée par une rigidité certaine, bien que de nouveaux indicateurs, tels la capacité d'attirer des talents, permettent au Luxembourg de gagner des places dans le classement de ce pilier (22^e place). Les désavantages compétitifs enregistrés en matière de simplification administrative dans le domaine de la création d'entreprise persistent (47^e place), alors que ceux relevés dans l'enseignement supérieur semblent s'amenuiser progressivement (36^e place, gain de 8 places).

La Chambre de Commerce tient notamment à saluer:

- la progression du pilier Education post-primaire et formation continue de 8 places au 36^e rang, où tous les indicateurs ont évolué favorablement;

- le gain de 15 places du pilier Efficacité du marché du travail (22^e rang). Toutefois, cette amélioration ne s'est pas faite à périmètre constant. De nouveaux indicateurs se sont rajoutés à ce pilier, permettant au Luxembourg de mieux se placer, notamment la capacité du pays d'attirer et de retenir les talents (respectivement 8^e et 11^e rang) où le Luxembourg présente des caractéristiques spécifiques relevant du grand nombre de travailleurs étrangers et frontaliers présents sur le marché du travail;

- qui plus est, notre pays continue sur la lancée lente mais progressive dans le pilier relatif aux résultats de l'innovation où notamment les progrès en matière de capacité d'innovation (11^e place, gain de 5 places) sont à saluer.

La Chambre de Commerce ne peut qu'inviter les pouvoirs publics et la société luxembourgeoise dans son ensemble à s'intéresser au présent rapport qui a le mérite d'identifier un certain nombre d'aspects intéressants, difficiles, voire de dysfonctionnements structurels de l'économie nationale qui se cristallisent et s'amplifient dans le contexte de la conjoncture actuelle. L'indicateur d'équilibre budgétaire chutant de 24 places au 57^e rang en est un exemple d'autant plus pertinent qu'il est calculé en pourcentages du PIB et ne relève donc pas de l'appréciation des décideurs économiques ayant participé au sondage. La dégradation de l'environnement macroéconomique se doit de capter l'attention et la réflexion des futurs leaders politiques en vue de porter des actions concrètes correctrices et pertinentes afin de rétablir la compétitivité de notre pays.

L'enquête à laquelle ont participé de nombreux chefs d'entreprise luxembourgeois permet notamment d'identifier les principaux facteurs entravant l'amélioration de la compétitivité et la faculté des agents économiques à entreprendre. Tout comme l'année dernière, la rigidité du droit du travail constitue la principale difficulté, suivie

de la difficulté croissante à recruter du personnel qualifié et des lourdeurs administratives. Le Top-3 des pays les plus performants du classement du WEF reste inchangé: la Suisse se place première du classement (et ce depuis 2009-2010), juste avant Singapour et la Finlande.

Les pays européens restent particulièrement présents dans le Top-10 du classement avec, en plus de la Suisse et de la Finlande dans le Top-3, l'Allemagne au 4^e rang (gagnant 2 places), ainsi que la Suède, les Pays-Bas et le Royaume-Uni aux 6^e, 8^e et 10^e rangs respectivement. Par rapport à ses principaux partenaires commerciaux, le Grand-Duché se retrouve toujours placé en-deçà de l'Allemagne et de la Belgique (classée 17^e) mais dépasse désormais de justesse la France, qui, classée 23^e, a cédé 2 rangs par rapport à l'année précédente.

La base du classement WEF est formée par trois indices principaux, composés de

12 piliers, eux-mêmes composés d'une centaine d'indicateurs, à savoir les indices des fondamentaux de la compétitivité, dits «Conditions de base», tels que les infrastructures et un environnement macroéconomique stable, des facteurs améliorant l'efficacité des processus de production, dits «Facteurs d'efficacité» (enseignement supérieur et formation continue et degré de développement des marchés financiers, par exemple) et des «Vecteurs d'innovation». Cette année le Luxembourg perd 3 places dans le premier indice mais gagne respectivement 2 places dans les deux autres.

Au niveau luxembourgeois, il convient de souligner, par rapport à l'édition 2012-2013 du «Global Competitiveness Report», le recul enregistré dans 7 des 12 piliers pris en compte dans l'étude, piliers ayant trait aux institutions, aux infrastructures, à l'environnement macroéconomique, à la qualité du système de santé et d'éducation pri-

naire, à l'efficacité du marché de biens, au développement du marché financier et à la taille du marché. Les 2 piliers concernant les aptitudes technologiques et l'innovation sont restés stables. Les piliers suivants se sont améliorés: éducation post-primaire et formation continue (36^e rang, +8 places), efficacité du marché du travail (+15 places) pour atteindre le 22^e rang et degré de sophistication des entreprises (22^e rang, +1 place), confirmant la tendance lente mais progressive du troisième indice que sont les «vecteurs d'innovation et de sophistication» (17^e place) où le Luxembourg occupait encore la 24^e place en 2008.

Source: Chambre de Commerce

1) Ce rapport est l'un des principaux du genre à l'échelle mondiale et la compétitivité y est définie comme «l'ensemble des institutions, politiques et facteurs qui déterminent le niveau de productivité d'un pays»; ce niveau de prospérité d'une économie et de ses forces vives (investisseurs et travailleurs, notamment).